



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 04 Janvier 2023

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

[Ils dénoncent un redressement fiscal: Grève nationale des pharmaciens le 16 janvier](#)

Les pharmaciens d'officine, opposés à un impôt supplémentaire, un redressement massif avec effet rétroactif, sur des aides accordées par l'Etat aux pharmaciens, suite à une décision de la direction des impôts, décident d'une série d'actions en guise de protestation.

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

[Le dossier au menu du gouvernement: Lancement prochain de l'Agence nationale du foncier économique](#)

Le conseiller du Directeur général de l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière, Badis Guendouzi, a confirmé, hier mardi, le lancement prochain de l'Agence nationale du foncier économique, de manière à activer la dynamique des nouvelles zones industrielles et du système d'investissement.



[L'année 2022 a consacré l'Algérie sur le plan continental et international : Un capital à faire fructifier](#)

Les succès diplomatiques retentissants, les opportunités qu'elle offre aux investisseurs, ses ressources naturelles, élèvent l'Algérie au rang de puissance continentale.



[Dinar numérique : Quelles options pour l'Algérie?](#)

En Algérie, le sujet n'est pas nouveau puisque depuis plusieurs années déjà, des contributions et des réflexions sont apportées et diffusées par des experts et des think thanks connus sur la place.



[Yacine Kérioui, DG de Kaiz et Waza, à L'Expression : «Le développement du E-dinar requiert des prouesses...»](#)

Directeur général du groupe Kaiz et cofondateur de la société Waza, Yacine Kérioui est spécialisé dans les finances et en ingénierie de développement. Jeune serial entrepreneur algérien, il est à l'origine de la création de plusieurs projets dans le pays, depuis son retour de Côte d'Ivoire où il accumulé un savoir-faire indéniable.



[Sit-in et grève nationale des pharmaciens : Le Snapo monte au créneau](#)

Ces nouvelles dispositions fiscales sont à même de mettre chaque pharmacien en péril et en situation de faillite. Les pharmaciens d'officines haussent le ton. Ils sont mécontents et ils ont décidé de le faire savoir.

LOI DE FINANCES 2023 : L'impôt sur la fortune à l'épreuve du terrain

La mise en place de l'impôt sur la fortune prévu par la Loi de finances 2023 (LF-2023), est en cours, selon des sources médiatiques.

SELON UN CADRE DE L'ANIREF : L'Agence du foncier économique bientôt lancée

Le conseiller du directeur général de l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (ANIREF) Badis Guendouzi, a annoncé le lancement prochainement de « l'Agence nationale du foncier économique », afin de réactiver les nouvelles zones industrielles et le système d'investissement.



Et l'acier fut trempé

Le secteur de l'industrie enregistre indéniablement une nette concentration des investissements dans les différentes branches productives avec les projets de la sidérurgie et de la mécanique ou encore l'agroalimentaire et les matériaux de construction à l'instar du ciment, ouvrant des perspectives nouvelles dans le bâtiment et les travaux publics ainsi que l'hydraulique. Le secteur industriel est suivi par des investissements dans le tourisme et les services.



Digitalisation des services bancaires : Rattraper le retard !

L'amélioration des services bancaires passe particulièrement par les progrès dans la digitalisation des banques. Mais il ne s'agit pas de procéder à cette digitalisation par effet de mode, mais par sa traduction sur le terrain notamment par un e-paiement fiable, plus rapide, et l'introduction et la généralisation d'un mobile paiement efficace. Ce qui contribuera à vaincre les réticences de la clientèle à adopter ces moyens électroniques de paiement.



Suite aux mesures fiscales notifiées aux pharmaciens : Le Snapo appelle au dialogue et à la concertation

Le Syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo) réagit suite aux mesures fiscales notifiées à plusieurs pharmaciens de la wilaya de Guelma. A ce propos, l'organisation syndicale appelle au dialogue et la concertation.



Imposition des aides financières de l'Etat : Le Snapo requiert l'arbitrage de la tutelle

L'article 49 de la loi de finances 2023 institue un régime fiscal, au profit des pharmaciens détaillants sur la base de la marge bénéficiaire moyenne, fixée par voie réglementaire.



BRICS : L'adhésion de l'Algérie sera examinée dans les prochains mois

L'Afrique du Sud a pris dimanche la présidence du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a rapporté, dimanche dernier, l'agence russe TASS.



Pétrole : l'Algérie possède la 16 e réserve mondiale

Se basant sur les données de l'Agence internationale de l'énergie et l'Agence américaine d'information sur l'énergie, le site Insider Monkey a établi une liste des 20 pays qui ont les plus grandes réserves de pétrole prouvées au monde.

Importation de voitures en 2023 : quels véhicules exemptés de la TVA ?

Avec la reprise de l'importation des voitures neuves et les véhicules de moins de trois ans pour les particuliers. L'année 2023 s'annonce exceptionnelle pour les Algériens qui attendent depuis des années le relance du marché automobile.



7 صدور النصوص التنظيمية مرتقب شهر جانفي الجاري : هكذا سيتم استيراد الجرارات والعتاد الفلاحي أقل من

سنوات

ينتظر أن تصدر النصوص التنظيمية المؤطرة لعملية استيراد العتاد الفلاحي المستعمل قبل نهاية شهر جانفي الجاري، ليشرع الفلاحون في استيراد الجرارات والماكينات المستعملة، مع العلم أن عددا من المعنيين قدّموا بمجرّد صدور قانون المالية لسنة 2023 في الجريدة الرسمية طلبيات إلى ممّونين بفرنسا وإيطاليا وألمانيا والصين لاستيراد هذا العتاد، وهي الدول التي تضمن أحسن نوعية وسعر، وفق الاتحاد العام للفلاحين الجزائريين.

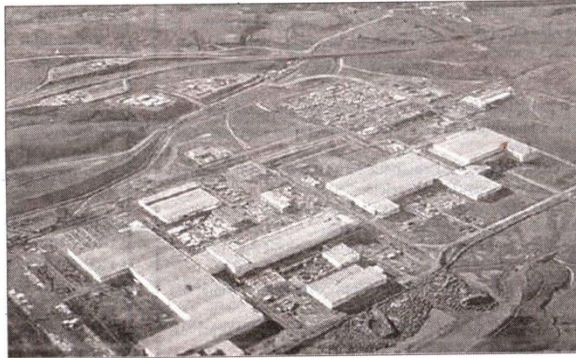
FONCIER ÉCONOMIQUE

Une agence nationale verra le jour prochainement

L'Agence nationale du foncier économique sera bientôt mise en place. Une entité qui permettra entre autres de redynamiser les nouvelles zones industrielles ainsi que tout le système d'investissement.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Intervenant, hier mardi, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 1, le conseiller du directeur général de l'Agence nationale d'intermédiation et régulation foncière (Aniref), Badis Guendouz, a annoncé la création prochaine de l'Agence nationale du foncier économique. Selon lui, le gouvernement s'attelle justement à la mise en place de cet organe qui englobe le foncier industriel, le foncier agricole, le foncier urbain et le foncier touristique.

«La création de cette agence est liée à la modification de l'ordonnance 04-08 dont le projet est actuellement au niveau du ministère des Finances. Cette modification, qui sera discutée lors d'une prochaine réunion du



gouvernement, se traduira par l'élaboration d'un texte réglementaire sous forme de décret exécutif portant création de l'Agence nationale du foncier économique», explique-t-il.

Il estime, d'ailleurs, que le mode d'octroi du foncier industriel est tributaire de la mise en place de l'Agence nationale du foncier économique.

L'invité de la radio rappelle, à cet effet, la disponibilité de trois zones industrielles pour les investisseurs à Boumerdès, Tlemcen et Béjaïa, annoncé der-

nièrement par le ministère de l'Industrie, avant de préciser que 44 zones industrielles sont sous l'autorité des walis.

Il évoque également la préparation prochaine de trois nouvelles zones industrielles, à savoir celle de Oued Nachou de 100 hectares dans la wilaya de Ghardaïa, l'extension de la zone industrielle de Sidi-Bel-Abbès de 60 hectares et celle de Ksar-el-Boukhari de 200 hectares dans la wilaya de Médéa.

«Les nouvelles zones industrielles sont modernes et facilite-

ront l'activité des investisseurs nationaux et étrangers afin de permettre des investissements productifs. Elles seront sous forme de village industriel qui compte les usines ainsi que toutes les installations nécessaires, notamment des banques, des services d'assurance, des hôtels, et certaines auront même accès aux énergies renouvelables», note-t-il.

Le conseiller du directeur général de l'Agence nationale d'intermédiation et régulation foncière (Aniref) souligne, en outre, les instructions strictes du gouvernement pour le recensement général du foncier octroyé aux investisseurs, pour récupérer toutes les assiettes foncières non exploitées et les attribuer aux «vraies investisseurs».

Il fait savoir, d'ailleurs, que l'Agence nationale d'intermédiation et régulation foncière dispose d'une banque de données dédiée au foncier industriel exploité et inexploité.

Ry. N.

ILS RÉCLAMENT L'ANNULATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES

Les pharmaciens en grève le 16 janvier prochain

Le bureau national du Syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo) a lancé un préavis de grève pour la journée du 16 janvier prochain. Le 15 janvier, le Snapo a décidé d'organiser un rassemblement national devant le ministère des Finances. Le syndicat appelle à l'arbitrage du ministre des Finances afin de revoir la circulaire de la Direction générale des impôts portant les nouvelles dispositions fiscales calculées sur la base des aides accordées par l'État aux pharmaciens dans le cadre du tiers payant. Avant d'entamer une grève au niveau national.

La protestation va commencer le 14 janvier prochain dans la wilaya de Guelma. Là où tout a commencé. En effet, les pharmaciens de cette wilaya vont lancer une grève de trois jours à partir de cette date.

L'origine du conflit entre les pharmaciens et la Direction générale des impôts remonte au 25 décembre 2022 lorsque les pharmaciens de cette wilaya ont reçu une note émise par la sous-direction de contrôle de la Direction générale des impôts portant sur des redressements «massifs» des pharmaciens avec effet rétroactif de quatre ans.

Le Syndicat national des pharmaciens d'officine, qui a réagi à cette décision, a annoncé, hier, dans une conférence de presse, une grève nationale le 16 janvier prochain d'une journée renouvelable avec fermeture de toutes les pharmacies au niveau national durant toute la journée. Le service minimum sera néanmoins assuré.

Les pharmaciens vont tenir un sit-in le 15 janvier devant le siège du ministère des Finances. Le Snapo demande l'arbitrage du ministre des Finances pour annuler la circulaire de la DGI. Puisque, estime le syndicat, ces impôts «supplémentaires sont injustifiés». Comment ?

Messaoud Belambri, président du Snapo, a expliqué, hier, que l'État a accordé une aide aux pharmaciens à travers des dispositions contenues dans le décret du tiers payant. Ces aides, rappelle-t-il, viennent compenser les

revenus suite à l'application du tarif de référence et aussi dans le cadre de l'encouragement du médicament générique et des médicaments de fabrication locale. Ces aides étaient liées à la dispensation par le pharmacien du médicament générique ou fabriqués localement dans le cadre du tiers payant. Puisque, souligne M. Belambri, la marge bénéficiaire du pharmacien a baissé de 49% à 22% depuis 1998.

Ces aides, poursuit-il, «ont toujours été

intégrées dans nos bilans et déclarées au sein de nos chiffres d'affaires dans nos bilans. Donc, elles subissent une imposition fiscale».

Or, la Direction générale des impôts, explique M. Belambri, à travers une circulaire, vient d'imposer des impôts sur ces aides avec effet rétroactif de 4 ans comme si c'étaient des bénéfices. «Au lieu de les considérer comme aide, les services des impôts ont décidé de les taxer de manière entière comme étant carrément un bénéfice net, alors que ce sont

des aides et qu'elles font partie de notre chiffre d'affaires», a expliqué le syndicat.

Selon ce dernier, les pharmaciens «sont incapables de payer ces impôts allant de 700 à plus de 800 millions de centimes, quel que soit leur chiffre d'affaires en raison, entre autres, de leur situation financière déjà difficile». Sachant que dans le cadre du tiers payant, le système compte dix-neuf millions de cartes Chifa et qui profitent à 31 millions d'Algériens.

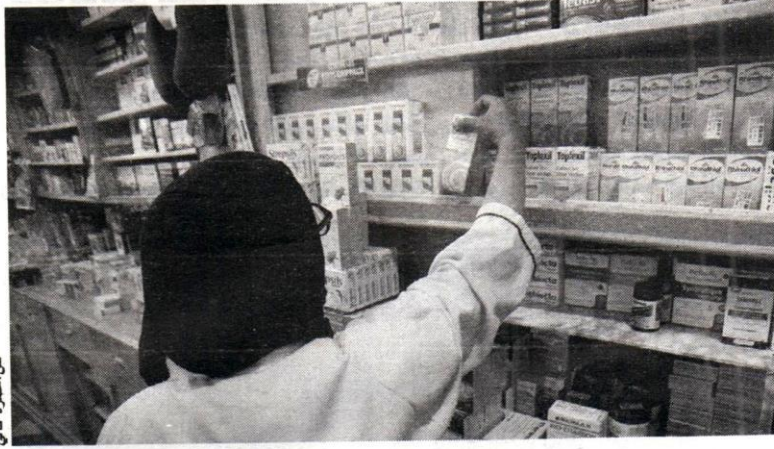
S. A.

على خلفية إخضاعهم لضريبة جديدة "تهدد" استمرار نشاطهم

الصيدلة الخواص في إضراب وطني يوم 16 جانفي

قررت نقابة الصيدلة الخواص شن إضراب وطني، يوم 16 جانفي الجاري، مسبق بوقف احتجاجية أمام وزارة المالية في 15 من نفس الشهر، احتجاجا على استحداث ضريبة جديدة على إعانات قدمتها الدولة لتشجيع الدواء الجنيس المصنع محليا سنة 2009 بشكل "فجائي" ودون حتى إعلام مهنيي القطاع. ودعت "السنابو" فروعها الولائية والمحلية إلى ضمان الحد الأدنى من الخدمة، وأيضا مساندة ودعم الإضراب الولائي الذي ستظمه ولاية قالة أيام 14 و15 و16 جانفي.

خبرة لعروسي 24



من هبة كالي

● عقدت النقابة الوطنية للصيدلة الخواص، أمس، ندوة صحفية في مقرها بالعاصمة، للتديد بقرار استحداث ضريبة جديدة على الإعانات المقدّمة للصيدلة في إطار التحفيز الخاصة بتسويق الدواء الجنيس. وذكر رئيس النقابة، مسعود بلعمبري، في هذا الإطار، بأن كل تعاملات ونشاطات الصيدلة تمر على العمليات البنكية، كما أنهم يعملون زيادة على ذلك، في إطار التعاقد مع صندوقي "كناص" و"كاسنوس" وصناديق التأمينات الاجتماعية الأخرى، في إطار تشجيع الدواء الجنيس والمنتج محليا، حيث أقرت الدولة إعانات للنهوض بالصناعة المحلية وتشجيع الإقتصاد الوطني وكذا منظومة الضمان الاجتماعي بشكل يسمح بتحسين استقرار السوق ووفرة الأدوية.

وتعتبر هذه التحفيزات، حسب ذات المتحدث، إعانة أقرتها الدولة، على خلفية الخسائر التي تكبدها الصيدلة، بعد تراجع مداخيلهم وانخفاض هامش الربح وعدم مراجعتها منذ أكثر من 24 سنة، ويتحمل الصيدلة، بالموازاة مع ذلك، يضيف، ارتفاع في مختلف الأعباء، على غرار الكراء والمصاريف الإدارية ورواتب العمال، حيث أشار في هذا الإطار إلى أن الصيدليات تشغل ما يقارب 71 ألف عامل. وتحدّث رئيس "السنابو"، مطوّلا عن الإجراءات التحفيزية التي أقرها رئيس الجمهورية وتعليماته "المستمرة" للنهوض بالصناعة الدوائية المحلية، وكذا النهوض بـ"صيدال" ودعم الإنتاج الوطني، كما شدد، حسب النقابة، على عدم الزيادة في الأعباء الجبائية في إطار إعداد قانون المالية 2023

المهنة، حيث أن التحصيلات الناتجة عن هذا التصريح الجديد تفوق عائدات الصيدلة، وهو أمر "غير معقول" وسيؤدي لا محالة إلى زوال المهنة وغلغ الصيدليات، فهو تصعيد ضريبي لا يتحمّله الصيدلي ولا يملك أصلا أي إمكانية لدفعه... كما أن هذه الرسوم الضريبية الجديدة والإضافية لا تطاق، ومن المستحيل على الصيدلة أن يدفعوها لأنها تفوق مداخيلهم وأرباحهم.

وتساءل الصيدلة عن سبب استحداث هذه الإجراءات الضريبية الجديدة، التي تتناقض، حسبهم، مع ما تطمح إليه السياسة الحالية للدولة وكل التعليمات التي أسداها رئيس الجمهورية لتشجيع الإستثمار والإنتاج الوطني، حيث اعتبروها تهديدا للمهنة.

والحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، أيضا، والحفاظ على كل الإعانات والتحفيزات والإمتيازات، وهو ما كرسته المادة 49 من القانون التي تخص الصيدلة، حيث نصت على إعداد نص تطبيقي يأخذ بعين الإعتبار الوضع الإقتصادي المالي الصعب للصيدلة، وعلى إعداد قرار وزاري مشترك خاص بإجراءات جبائية "مدروسة" في صالح الصيدلي، وهذا لتمكينه من مواصلة مجهوداته في تشجيع الصناعة المحلية ومساهمته في تسهيل اقتناء الأدوية من طرف المواطنين والمرضى والطبقات الهشة وفي دعم نظام الضمان الاجتماعي.

غير أن الذي حصل، يضيف ممثل التنظيم، أن الصيدلة تفاجأوا مؤخرا بإدراج تصريح ضريبي جديد يشكل "تهديدا" مباشرا على

تحويل الاحتياطي الأجنبي من مدخرات إلى مشاريع مربحة 60 مليار دولار تنتظر الاستثمار

• نبيل جمعة يدعو لإنشاء مجلس استشاري لتحديد الإستراتيجية

وحدّر المتحدث، في تصريح لـ "الخبر"، من غياب ما عبّر عنه بالهندسة المالية والرؤية في تحديد الاستراتيجيات المستقبلية للسنوات المقبلة، والمواصلة تبعاً لذلك على النهج السابق القائم بالمقام الأول على تسيير الأمور وفقاً للمعطيات السياسية وتحكم الإدارة، على حساب ما تقضيه الظروف الاقتصادية والمالية، ليشير في سياق الاستدلال بالمثال إلى وضع احتياطي الذهب الجزائري وتجميده في أمريكا، بدلاً



من تحقيق فائدة فعلية منه. وفي رده على سؤال حول القطاعات الممكن أن تكون بمثابة مصب لأموال احتياطيات الصرف قصد استثمارها، قال الخبير نبيل جمعة إن الأمر لا يتعلق بمجرد الارتجال في تحديد هذه المجالات، بل يقوم على وضع الآليات التي من شأنها أن تتحول إلى مرجع لرسم الإستراتيجية المنوط باتباعها، حيث دعا بناء على هذا إلى إنشاء هيئة أو مجلس استشاري لتحديد الرؤية على المدى المتوسط والبعيد أيضاً، إلا أنه شدد على ضرورة أن تتمتع بالاستقلالية عن الحكومة، ليكون قرارها غير خاضع إلا لما تقرضه المعطيات ذات الطابع الاقتصادي والمصلحة الوطنية. وقال المتحدث إن تجسيد هذه الخطوة من شأنه تفادي تكرار الأخطاء السابقة أو الخضوع لتأثير تقارير وتوصيات الهيئات الخارجية، على غرار البنك العالمي وصندوق النقد الدولي، وذكر في هذا السياق أن هذه الأخيرة حذرت قبل بضع سنوات من الاستثمار في قطاع المحروقات وتطوير مجال البتروكيمياء، بينما كشفت الأيام أن توجهاتها كانت خاطئة بالنسبة للجزائر على الأقل، من منطلق أن ضخ الأموال في هذا النوع من الاستثمارات كان سيمنح القطاع الطاقوي الوطني قدرة أكبر على الاستجابة لاحتياجات الزبائن ولعب دور أبرز في معادلة السوق النفطية الإقليمية والعالمية أيضاً.

سعید بشار

• وصلت الاحتياطيات الوطنية من العملة الصعبة أو ما يعرف باحتياطي الصرف إلى 60 مليار دولار مع نهاية سنة 2022، مستفيدة من جملة من المعطيات الاقتصادية، أولها ذات العلاقة بأسعار المحروقات في السوق العالمية، لتعود إلى منحنى متصاعد بعد الوتيرة المتراجعة المسجلة خلال السنوات القليلة الماضية، حين انكمش مستوى هذا المخزون من "الدوفيز" الجزائري بوتيرة مخيفة.

وحسب الأرقام الرسمية، فقد أنهت الجزائر سنة 2022 باحتياطي من النقد الأجنبي يقدر بـ 60 مليار دولار، مقابل 54.6 مليار دولار في العام الذي سبق، وهي الاحتياطيات التي تغطي حاجيات البلاد لاستيراد السلع والخدمات لمدة عامين ونصف، بينما يدعو الخبراء في المالية وأهل الاختصاص إلى ضرورة الاستفادة من هذه المدخرات بشكل إيجابي وتحريكها بغرض تحقيق مكاسب من ورائها بدلاً من الاكتفاء بتجميدها قصد استعمالها في أوقات معينة لتغطية الاحتياجات الوطنية من الواردات على وجه التحديد. وفي هذا الشأن، شدد الخبير في الشأن المالي والاقتصادي، نبيل جمعة، على أهمية استثمار الحكومة والسلطات العمومية الوصية في هذه الكتلة المالية من العملة الصعبة، بدلاً من "اكتنازها" في البنوك الأجنبية، وأشار إلى مجموعة من نماذج الدول الأوروبية والعربية (الخليجية خاصة) نجحت في استغلال فائض مدخراتها في مشاريع مربحة، على غرار الاستثمار في شراء الأسهم في الصناديق السيادية الخارجية المتخصصة في التكنولوجيا العالية، مؤكداً أن هذا النوع من الاستثمار لا يتضمن مخاطرة مالية، كما هو الشأن بالنسبة لشراء أسهم البورصة المهددة بالتراجع والانخفاض بل السقوط الحر في أي وقت.

مؤكدًا قدرتها على لعب دور فعال داخل هذه المجموعة .. مبتول :

انضمام الجزائر إلى "بريكس" خيار استراتيجي

إن الصين تبقى الفاعل الأقوى في المجموعة، مؤكداً أن الاستراتيجية الصينية الخاصة بخطة طريق الحرير ومساعدتها لصالح تعزيز قوة "بريكس" يمكن الصين من لعب دور ريادي، مؤكداً بأن هذا المشروع يهدف إلى ربط أوروبا الشرقية وغرب آسيا من خلال شبكة واسعة من البنى التحتية والطرق والسكك الحديدية وخطوط الأنابيب وكابلات الألياف الضوئية ومحطات الموانئ التي ستربط القارات الثلاث برا وبحرا ، حيث ستؤدي جميع الطرق إلى بكين ، مثلما قال، وهو ما يفسر التوترات الأخيرة بين الصين والولايات المتحدة الأمريكية. وشدد مبتول على أن العالم يشهد "اضطرابا عميقا في النظام الاقتصادي والجيو . سياسي العالمي" ، حيث تغيرت تجارة الطاقة وعاد التضخم مرة أخرى مع أزمة غذاء حادة عرفتها مختلف بلدان العالم مع إعادة تشكيل سلاسل التوريد وتفكك شبكات الدفع ، ما يدفع إلى إعادة تشكيل القوى العالمية بأفق جديدة.

وأقر مبتول في مساهمة بعنوان "الجزائر وثقل دول البريكس" في إعادة تشكيل النظام العالمي ، بصواب خيار الجزائر، الانضمام إلى هذه المجموعة، بالنظر إلى ما تمثله من الناحيتين الأمنية والاقتصادية على المستوى العالمي. ويتر الخبير مبتول مقارنته بكون ثلاث قوى نووية عالمية توجد ضمن هذه المجموعة ممثلة في الصين والهند وروسيا، كما أنها تضم 45% من إجمالي سكان العالم حاليا ضمن نسبة مرشحة لأن تصل إلى 50 من المائة خلال بضع سنوات، ما يجعلها ذات تأثير كبير على نمو الاقتصاد العالمي. وأشار بالأرقام، إلى أن المجموعة المكونة من خمس دول، اقتسمت جزءا هاما من الناتج المحلي الإجمالي لعام 2021 على النحو التالي حيث بلغ الناتج المحلي للبرازيل مبلغ 1608 مليار دولار وروسيا 1750 مليار دولار بينما بلغ الناتج المحلي في الهند 3250 مليار دولار وحطمت الصين الرقم القياسي بـ 18460 مليار دولار وجنوب إفريقيا بـ 420 مليار دولار. وقال مبتول

أكد الخبير الاقتصادي عبد الرحمان مبتول، أن قرار الجزائر الانضمام إلى مجموعة "بريكس" يعد خيارا استراتيجيا"، مؤكداً قدرتها على لعب دور فعال داخل هذه المجموعة، شريطة تسريع الإصلاحات الاقتصادية ومضاعفة الناتج المحلي الخام وافتتاح حوكمة جديدة والتحكم في التقنيات الجديدة وتأسيس شركات قادرة على المنافسة الدولية.

حنان . ح



دعوا السلطات إلى مراجعة الضريبة الجديدة الصيدالة في إضراب وطني متجدد ابتداء من 16 جانفي

كريمة خلاص

من قبل وزير المالية لتجاوز الأزمة والتراجع عن التعلية التي تتعلق باستحداث ضريبة جديدة غير معقولة ولا يمكن لأي صيدلي تحملها".

وأبقت النقابة على أبواب الحوار مفتوحة، داعية إلى وضع حد لهذا "المشكل الخطير الذي يهدد مستقبل كل صيدلي في الجزائر، خاصة أن هذه الفئة تسدد كل ما ترتب عليها من التزامات ضريبية".

وترى النقابة كما جاء على لسان رئيسها أن استحداث تحصيلات ضريبية جديدة يعمل سلبا ضد ترقية الصناعة المحلية وضد نظام بطاقة الشفاء، كما اعتبرها مضادة لكل الجهود والإصلاحات المتعلقة بالاستثمار والإنتاج الوطني، حيث قال إن "الرفع الجديد في الجباية على العائدات يتمثل في إخضاع الإعانات للضريبة باعتبارها فوائد وإخضاعها كاملة "100 بالمائة" للضريبة على الدخل، الأمر الذي يعني إعدام هذه الإعانة أصلا والقضاء مستقبلا ومسبقا على انعكاساتها الإيجابية المنتظرة في الميدان".

أعلنت النقابة الوطنية للصيدالة الخواص "سنابو" عن الدخول في إضراب وطني شامل يوم 16 جانفي المقبل ومتجدد، مساندة لحركة الإضراب التي ينظمها صيدالة ولاية قالمة أيام 14 و15 و16 جانفي المقبلين.

واستنادا إلى تصريحات رئيس النقابة الوطنية للصيدالة الخواص مسعود بلعمبري، خلال ندوة صحفية عقدها الثلاثاء بمقر النقابة في سعيد حمدين بالعاصمة، سيسبق الإضراب تنظيم وقفة احتجاجية يوم الأحد 15 جانفي.

وتحدث بلعمبري عن توجيه النقابة تقريرا مفصلا لرئيس الجمهورية والوزير الأول ووزير الصحة ووزير الصناعة الصيدلانية ووزير المالية وكذا رئيس المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لإطلاعهم على الوضع وموقف النقابة من الضريبة الجديدة المفروضة عليهم. وأضاف بلعمبري "تطلب تدخلا تحكيميا



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger